
Huit Heures pour la Palestine, Evry, 30/11/2013

Appel pour GAZA

A l'issue des Huit Heures pour la Palestine, qui se sont tenues le 30 novembre 2013 à Evry sur le thème « Gaza, Palestine étranglée mais résistante et vivante », les organisations du Collectif Palestine Evry Essonne, qui ont soutenu cet événement organisé par Evry Palestine, lancent un appel pressant à nos pouvoirs publics et à nos élus pour qu'une action énergique soit enfin menée auprès d'Israël pour la levée du blocus de Gaza et le rétablissement de la liberté de circulation pour les personnes et les biens.

La liste des organisations signataires figure à la suite de cet appel.

GAZA : LA FRANCE ET L'EUROPE DOIVENT AGIR

Depuis plus de 6 ans, **la Bande de Gaza vit sous un blocus inhumain et illégal**, imposé par l'Etat d'Israël, puissance occupante, **en violation flagrante de la quatrième convention de Genève** et des conventions pour les droits de l'Homme.

Ce blocus, associé aux attaques meurtrières de 2008-2009 et de 2012, aux restrictions injustifiables à la pêche dans les eaux territoriales de Gaza, à l'impossibilité de cultiver dans la zone tampon décrétée unilatéralement par Israël, **ruine l'économie de Gaza et fait vivre à sa population un calvaire insupportable**. La fermeture des tunnels, décidée par l'Egypte, a supprimé cette voie bien précaire d'approvisionnement, stoppé net la reprise de l'activité de construction du secteur privé, et considérablement aggravé la situation des 1,7 millions de personnes qui vivent à Gaza. Et les bombardements par l'aviation israélienne, les assassinats ciblés, les attaques de la marine contre les pêcheurs, les tirs de l'armée contre les paysans, n'ont jamais cessé.

Un an après le cessez-le feu qui a suivi l'opération militaire d'Israël contre Gaza en novembre 2012, l'ONU constate que **la situation des Palestiniens de Gaza s'est encore considérablement dégradée**. Et l'UNRWA (organisation de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens) ne peut plus faire face aux besoins d'urgence compte tenu de ses moyens financiers. Même les constructions ou reconstructions d'écoles ont dû être stoppées faute de matériaux de construction. Les services hospitaliers sont sévèrement atteints, et les égouts se déversent dans les rues faute d'énergie pour le pompage. L'eau est impropre à la consommation dans 95% des cas, avec une perspective de destruction irrémédiable de la nappe phréatique à court terme.

Aux autorités égyptiennes, il faut demander **de rouvrir largement aux personnes le terminal de Rafah**, et de **l'ouvrir aux marchandises**, mesure rendue urgente par la destruction des tunnels qu'ils ont décidée.

Mais **le premier responsable de la situation à Gaza est l'Etat d'Israël, puissance occupante au sens du droit international**, et tenu de ce fait par les obligations de la 4^{ème} convention de Genève. Gaza est victime d'une stratégie délibérée d'Israël pour l'étrangler, ruiner son économie et son environnement, et l'isoler du reste de la Palestine. Et cela, alors que les habitants de Gaza demandent avant tout de pouvoir travailler, étudier, produire, exporter et importer, échanger avec le reste du monde comme tous les pays de la planète, et accéder à leurs droits légitimes.

Les déclarations qui condamnent le blocus de Gaza ou demandent qu'il soit levé au plus vite sont nombreuses de la part de l'Europe, des Nations-Unies et de la France (même si nous regrettons l'absence de déclaration publique sur ce point lors de la visite du Président de la République en Israël et Palestine en novembre 2013).

Il est temps de mettre les actes en conformité avec les paroles. Il n'est plus possible de s'en tenir à quelques gestes humanitaires, comme si Gaza était victime d'une catastrophe naturelle, sans

s'attaquer au blocus et à l'occupation. Le blocus de Gaza doit être levé, la liberté de circulation pour les personnes et pour les marchandises doit être rétablie dans les deux sens aux postes frontières avec Israël, les zones de pêche et de culture rétablies, une liaison assurée entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie. Un plan d'urgence doit être adopté pour l'eau, en limitant strictement les prélèvements d'eau par Israël entre la Cisjordanie et Gaza, et en assurant un approvisionnement d'urgence de Gaza en eau potable.

Au-delà de ces mesures d'urgence, **Gaza a le droit de vivre** : son aéroport doit être reconstruit, les travaux du port démarrés, la liaison permanente et sécurisée entre Gaza et la Cisjordanie assurée comme prévu par les accords d'Oslo, des ressources en eau mobilisées en proportion du nombre d'habitants. C'est, au-delà de la résolution de la crise actuelle à court terme, un ensemble **d'objectifs essentiels sans lesquels aucune paix ne sera juste et durable**.

Ces exigences doivent être portées fermement par la France et l'Europe, elles doivent être assorties de sanctions si Israël ne s'y conforme pas.

Nous appelons nos élus des municipalités de l'Essonne, du Conseil Général de l'Essonne, du Conseil Régional Ile de France, nous appelons les Députés et Sénateurs de l'Essonne, à porter cet appel auprès du gouvernement et du Président de la République, pour une action au niveau de la France comme de l'Europe. Nous appelons nos députés européens à porter cet appel auprès des autres parlementaires européens, du Conseil Européen et de la Commission Européenne. Nous attendons du gouvernement français et de l'Union Européenne des actions fermes et publiques dans ce sens vis-à-vis d'Israël.

Premières organisations signataires :

Artisans du Monde Evry, Attac Centre Essonne, CCFD Terre Solidaire 91, CGT UL Evry, CICUP, Echanges Internationaux, EELV 91, Evry Palestine, FSU 91, Gauche Unitaire 91, JC91, JC Evry, LDH Evry, L'Olivier AFPS Corbeil-Essonnes, Maison du Monde Evry, MRAP Essonne, NPA 91, PCF Corbeil-Essonnes, PCF Essonne, PCF Evry, PCF Ris Orangis, Parti de Gauche Corbeil-Evry, PRG 91, P.E.A.C.E, PUR Evry, RiSolidarité Palestine, Solidaires 91, SUD Poste 91, Trait d'Union

S'associent également à cet appel :

Groupe des élus PCF d'Evry, Bruno Piriou Conseiller Général de Corbeil-Villabé, le MRAP au niveau national, les Amis du Monde Diplomatique Evry

*Contact : Evry Palestine, comité local de l'Association France Palestine Solidarité
contact@evrypalestine.org*